



Communiqué Conjoint OMS/IAEA/UNDP

Tchernobyl : l'ampleur réelle de l'accident

20 ans après, un rapport d'institutions des Nations Unies donne des réponses définitives et propose des moyens de reconstruire des vies

5 SEPTEMBRE 2005 | GENEVA -- Jusqu'à 4 000 personnes au total pourraient à terme décéder des suites d'une radio-exposition consécutive à l'accident survenu il y a une vingtaine d'années dans la centrale nucléaire de Tchernobyl : telles sont les conclusions d'une équipe internationale de plus d'une centaine de scientifiques.

Toutefois, à la fin du premier semestre de 2005, moins d'une cinquantaine de décès avait été attribuée directement à cette catastrophe. Pratiquement tous étaient des membres des équipes de sauvetage qui avaient été exposés à des doses très élevées : un grand nombre sont morts dans les mois qui ont suivi l'accident, mais d'autres ont survécu jusqu'en 2004.

Les nouveaux chiffres sont présentés dans un rapport abrégé qui fait date intitulé 'Chernobyl's Legacy: Health, Environmental and Socio-Economic Impacts' (L'héritage de Tchernobyl : impacts sanitaires, environnementaux et socio-économiques) que vient de publier le Forum Chernobyl. Basé sur un rapport de 600 pages en trois volumes, qui regroupe les travaux de centaines de scientifiques, d'économistes et de spécialistes de la santé, ce rapport abrégé évalue les conséquences sur 20 ans du plus grave accident nucléaire de l'histoire. Le Forum est composé de huit institutions spécialisées du système des Nations Unies, à savoir l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU, le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (UNSCEAR) et la Banque mondiale, ainsi que des gouvernements du Bélarus, de la Russie et de l'Ukraine.

« Cette compilation des recherches les plus récentes peut contribuer à résoudre les questions que l'on continuait de se poser sur le nombre de décès et de maladies réellement imputables à l'accident de Tchernobyl et sur ses répercussions économiques » déclare le président du Forum Tchernobyl, Burton Bennett, éminent spécialiste des effets radiologiques. « Les gouvernements des trois pays les plus touchés se sont rendus compte qu'ils devaient définir clairement la voie à suivre et qu'ils ne pourraient aller de l'avant qu'en se basant sur un consensus solide quant aux conséquences environnementales, sanitaires et économiques et en bénéficiant des conseils judicieux et de l'appui de la communauté internationale. »

« Il s'agit d'un accident très grave ayant des répercussions sanitaires majeures, notamment pour les milliers de travailleurs exposés durant les premiers jours qui ont reçu des doses de rayonnements très élevées et pour les milliers d'autres atteints d'un cancer de la thyroïde » poursuit M. Bennett. « Toutefois, d'une manière générale, nous n'avons constaté aucune incidence négative grave sur la santé du reste de la population des zones avoisinantes, ni de contamination de grande ampleur qui constituerait toujours une menace sérieuse pour la santé humaine, à l'exception de quelques rares zones d'accès restreint ».

Le rapport du Forum est destiné à aider les pays touchés à comprendre l'ampleur véritable des conséquences de l'accident et à suggérer aux gouvernements du Bélarus, de la Russie et de l'Ukraine des moyens de résoudre les grands problèmes socio-économiques qui en découlent. Les membres du Forum, parmi lesquels figurent des représentants des trois gouvernements en question, se réuniront les 6 et 7 septembre, à Vienne, à l'occasion d'un rassemblement sans précédent de spécialistes mondiaux de Tchernobyl, des effets radiologiques et de la radioprotection qui viendront examiner ces conclusions et recommandations.

Principales conclusions du rapport

Ce rapport volumineux contient des douzaines de conclusions majeures :

- Environ un millier de membres du personnel du réacteur qui travaillaient sur le site et de membres des équipes d'intervention ont été fortement exposés à des doses de rayonnements très élevées le premier jour de l'accident ; sur les plus de 200 000 de travailleurs affectés à ces équipes ou chargés d'assurer le retour à la normale en 1986 et 1987, 2 200, selon les estimations, pourraient décéder des suites d'une radioexposition.
- On estime à 5 millions le nombre de personnes résidant actuellement dans des zones du Bélarus, de la Russie et de l'Ukraine contaminées par des radionucléides à la suite de l'accident ; environ 100 000 d'entre elles vivent dans des zones classées précédemment par les autorités gouvernementales comme zones 'strictement contrôlées'. La classification actuelle des zones doit être revue et assouplie à la lumière des nouvelles conclusions.
- Quelque 4 000 cas de cancer de la thyroïde, essentiellement chez des enfants et des adolescents au moment de l'accident, sont imputables à la contamination résultant de l'accident, et au moins neuf enfants en sont morts ; toutefois, à en juger par l'expérience du Bélarus, le taux de survie parmi les patients atteints de ce type de cancer atteint presque 99 %.
- La plupart des membres des équipes d'intervention et des habitants des zones contaminées ont reçu des doses à l'organisme entier relativement faibles, comparables aux niveaux du fond naturel de rayonnement. Aucune indication ni probabilité d'une diminution de la fertilité parmi les populations touchées, ni aucune indication d'une augmentation des malformations congénitales pouvant être attribuées à une radioexposition n'a donc pu être établie.
- La pauvreté, les maladies liées au 'mode de vie' qui se généralisent dans l'ex-Union soviétique, et les troubles mentaux constituent, pour les populations locales, une menace beaucoup plus grave que l'exposition aux rayonnements.
- L'évacuation de quelque 350 000 personnes hors des zones touchées et leur relogement se sont avérés être une 'expérience extrêmement traumatisante'. Bien que 116 000 d'entre elles aient été évacuées de la zone la plus gravement touchée

immédiatement après l'accident, les évacuations ultérieures ont joué un rôle négligeable dans la réduction des radio-expositions.

- La persistance de mythes et d'idées fausses sur le risque d'irradiation ont provoqué chez les habitants des zones touchées un 'fatalisme paralysant'.
- Les programmes ambitieux de réhabilitation et d'avantages sociaux entrepris par l'ex-Union soviétique et poursuivis par le Bélarus, la Russie et l'Ukraine, doivent être redéfinis car, outre le fait que la situation radiologique a changé, ils sont mal ciblés et dotés de ressources insuffisantes.
- Les éléments structurels du sarcophage construit pour recouvrir le réacteur endommagé se dégradent et risquent de s'effondrer en provoquant un rejet de poussière radioactive ;
- Il reste encore à établir un plan global pour le stockage définitif des tonnes de déchets hautement radioactifs sur le site et aux alentours de la centrale de Tchernobyl, qui soit conforme aux normes de sûreté en vigueur.

Hormis les maladies et les décès radio-induits, le rapport déclare que l'impact de Tchernobyl sur la santé mentale est « le plus grand problème de santé publique que l'accident ait provoqué » et attribue en partie cet impact psychologique négatif à l'absence d'informations précises. Les personnes concernées ont une perception négative de leur état de santé, sont convaincues que leur espérance de vie a été abrégée, manquent d'initiative et sont dépendantes de l'assistance fournie par l'État.

« Vingt ans après l'accident de Tchernobyl, les habitants des zones touchées n'ont toujours pas les informations dont ils ont besoin pour mener une vie saine et productive qui est tout à fait possible » explique Louisa Vinton, coordonnatrice pour Tchernobyl au PNUD. « Nous conseillons aux gouvernements concernés de leur communiquer des informations précises, non seulement sur les moyens de vivre sans risque dans des régions faiblement contaminées, mais aussi sur l'adoption de modes de vie sains et la création de nouveaux moyens de subsistance ». Toutefois, comme le déclare Michael Repacholi, responsable du programme Rayonnements de l'OMS « au final, le message du Forum Tchernobyl est rassurant ».

Il explique que sur les 4 000 patients atteints d'un cancer de la thyroïde, essentiellement des enfants, tous ont guéri, à l'exception de neuf qui sont décédés. « Ceci mis à part, l'équipe d'experts internationaux n'a trouvé aucune indication d'une quelconque augmentation de l'incidence de la leucémie et du cancer chez les habitants affectés par Tchernobyl ».

Les experts internationaux ont estimé que les rayonnements pourraient provoquer à terme jusqu'à 4 000 décès chez les populations les plus exposées après l'accident de Tchernobyl, à savoir les membres des équipes d'intervention en 1986 et 1987, les personnes évacuées et les résidants de la plupart des zones contaminées. Ce nombre inclut les décès avérés consécutifs à des cancers et des leucémies radio-induits ainsi que des statistiques prévisionnelles basées sur les estimations des doses de rayonnements reçues par ces populations. Comme un quart des personnes environ mourront des suites d'un cancer spontané ne résultant pas de Tchernobyl, il sera difficile d'observer l'augmentation d'environ 3 % seulement induite par les rayonnements. Toutefois, dans les cohortes les plus exposées des membres des équipes d'intervention et des travailleurs chargés d'assurer le retour à la normale, on a déjà constaté une augmentation de certains types de cancer (la leucémie par exemple) à certaines périodes. M. Repacholi a expliqué que les prévisions reposaient sur une soixantaine d'années d'expérience scientifique des effets de telles doses.

« Les effets sanitaires de l'accident étaient potentiellement catastrophiques, mais une fois que vous les additionnez en vous basant sur des conclusions scientifiques dûment validées, en ce qui concerne le public, ils n'ont pas été aussi forts que ce que l'on pouvait craindre initialement » conclut M. Repacholi.

L'estimation relative au nombre de décès à terme qui figure dans le rapport est très inférieure aux hypothèses antérieures largement reprises par les médias, selon lesquelles les radio-expositions allaient entraîner la perte de dizaines de milliers de vies humaines. Cependant, le chiffre de 4 000 n'est pas très éloigné des estimations faites en 1986 par des scientifiques soviétiques, selon Mikhaïl Balonov, spécialiste des rayonnements à l'Agence internationale de l'énergie atomique, à Vienne, qui travaillait dans l'ex-Union soviétique au moment de l'accident.

En ce qui concerne les incidences sur l'environnement, les rapports des scientifiques sont également rassurants, car leurs évaluations révèlent qu'à l'exception de la zone fortement contaminée de 30 km de rayon autour du réacteur, toujours interdite d'accès, de certains lacs fermés et de forêts d'accès limité, les niveaux de rayonnements sont, pour la plupart, redevenus acceptables. « Dans la plupart des zones, les problèmes sont économiques et psychologiques, pas sanitaires ni environnementaux » déclare M. Balonov, secrétaire scientifique du Forum Tchernobyl qui participe aux initiatives visant à un retour à la normale depuis la catastrophe.

Recommandations

Le rapport recommande de concentrer les efforts d'assistance sur les zones fortement contaminées et de redéfinir les programmes gouvernementaux pour aider ceux qui sont vraiment dans le besoin. Il est suggéré de substituer aux programmes qui encouragent une 'dépendance' et une mentalité de 'victime' des initiatives qui ouvrent des perspectives, soutiennent le développement local et redonnent aux gens confiance en l'avenir.

Sur le plan de la santé, le rapport du Forum préconise de continuer à suivre de près les travailleurs ayant souffert d'un syndrome d'irradiation aiguë et les autres membres des équipes d'intervention fortement exposés. Il recommande aussi un contrôle ciblé des enfants traités au radio-iode pour un cancer de la thyroïde et des travailleurs ayant reçu des doses élevées pendant les opérations d'assainissement qui sont atteints de cancers non thyroïdiens. Toutefois, l'efficacité des programmes de contrôle en cours devrait être évaluée par rapport à leurs coûts, car l'incidence des cancers de la thyroïde spontanés augmente fortement à mesure que la population cible vieillit. En outre, l'établissement de registres du cancer très fiables doit bénéficier d'un appui continu des gouvernements.

En ce qui concerne l'environnement, le rapport préconise un suivi à long terme des radionucléides du césium et du strontium pour évaluer l'exposition des êtres humains et la contamination des aliments et pour analyser l'impact des mesures correctives et des mesures prises pour réduire la radioactivité. Il faut donner des informations plus complètes au public sur la présence de substances toujours radioactives dans certains produits alimentaires et sur les méthodes de préparation des aliments qui réduisent l'incorporation de radionucléides. Dans certaines régions, des restrictions à la cueillette de certains produits sauvages sont toujours nécessaires.

Toujours en ce qui concerne la protection de l'environnement, le rapport du Forum préconise de mettre en œuvre un programme de gestion intégrée des déchets provenant du sarcophage, du site de la centrale de Tchernobyl et de la zone d'exclusion pour que des mesures de gestion cohérentes puissent être appliquées et que des capacités d'accueil pour tous les types de déchets radioactifs puissent être créées. Il faut traiter les problèmes d'entreposage et de stockage définitif des déchets dans toute la zone d'exclusion de manière globale.

M. Balonov souligne que dans les zones où l'exposition des êtres humains est faible, aucune mesure corrective n'est nécessaire. « Si nous ne prévoyons pas d'incidences sur la santé et l'environnement, nous ne devrions pas gaspiller nos ressources et nos efforts sur des zones faiblement contaminées qui ne sont pas prioritaires, mais les concentrer sur les vrais problèmes » ajoute-t-il.

Notant que de larges segments de la population, particulièrement dans les zones rurales, ne disposent toujours pas d'informations précises, le rapport insiste en particulier sur la nécessité de trouver de meilleurs moyens d'informer le public et de surmonter le problème du manque de crédibilité qui a entravé les initiatives antérieures. Des informations précises sont disponibles depuis des années, mais soit elles ne sont pas parvenues aux personnes qui en ont besoin, soit les gens ne les ont pas crues et acceptées et donc n'en ont pas tenu compte.

Le rapport recommande de cibler les informations sur des publics précis, notamment les responsables locaux et le personnel de santé, de définir une stratégie plus large qui encourage des modes de vie sains et de diffuser des informations sur les moyens de réduire les expositions internes et externes aux rayonnements et de s'attaquer aux principales causes de maladie et de mortalité.

Sur le plan socio-économique, il recommande une nouvelle approche en matière de développement qui aide les personnes à « prendre en main leur vie et leur environnement pour maîtriser leur avenir ». Il affirme que les gouvernements doivent rationaliser et recentrer les programmes relatifs à Tchernobyl en définissant des indemnités mieux ciblées, en supprimant celles inutilement accordées aux habitants des zones les moins contaminées, en améliorant les soins de santé primaires, en favorisant des techniques sûres de production alimentaire et en encourageant les investissements et le développement du secteur privé, notamment de petites et moyennes entreprises.

M. Vinton note que « le plus important est la nécessité de diffuser des informations précises sur des modes de vie sains et d'établir des règles plus élaborées pour promouvoir de petites entreprises en milieu rural. Le vrai danger, c'est la pauvreté. Nous devons prendre des mesures pour aider les gens à se prendre en charge ».

Petro SAHAJDACHNI